

Zeitschrift:	Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Herausgeber:	Alliance de Sociétés Féminines Suisses
Band:	78 (1990)
Heft:	12
Artikel:	AVS : tir groupé des femmes
Autor:	Ruchti, Nicole
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-279524

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AVS : tir groupé des femmes

Les associations féminines rejettent unanimement le message du Conseil fédéral sur la 10^e révision de l'AVS.

Après la quasi-totalité des partis politiques, ce sont aujourd'hui les femmes qui montrent le projet du Conseil fédéral sur la 10e révision de l'AVS du doigt. Fait assez rare pour être signalé, sept associations féminines* ont décidé de faire front commun et récemment, à Berne, ont cloué les propositions du Conseil fédéral au pilori.

Le groupe de travail des associations féminines qui s'est plus spécialement penché sur la question des causes et des circonstances de la pauvreté chez les femmes a dressé un constat inquiétant: c'est du système actuel de l'AVS que découle, en partie, la vulnérabilité économique des femmes.

« Seule une AVS indépendante de l'état civil, rappellent les associations, permettra une égalité entre femme et homme. » Une revendication – hélas – encore d'actualité, dix ans après l'inscription du principe de l'égalité entre les sexes dans notre Constitution. De cette argumentation le Conseil fédéral n'a pas tenu compte...

Plus, il estime que « l'adaptation du régime des assurances sociales au nouveau Code civil ne pourra être traitée que dans la onzième révision »...

Une autre conception du travail

Ce n'est pas tout. Les associations féminines, évoquant les mutations de notre société, estiment qu'une conception élargie de la notion du travail est à créer. « L'éducation des enfants, l'assistanat à des membres de la famille, âgés ou handicapés, et l'engagement social bénévole doivent être pris en compte lors du calcul des rentes AVS, au même titre que le travail rétribué. » D'où la proposition d'un bonus éducatif et autres aménagements sociaux.

Sur ces points, le Conseil fédéral ne s'est pas non plus montré réceptif.

En résumé, à part le maintien de l'âge de la retraite à 62 ans pour les femmes, et l'introduction d'une rente de veuf, aucun progrès social tangible en faveur des femmes ne transparaît dans le projet d'après les associations féminines. Celles-ci se sont dé-



Le travail ménager n'est pas pris en compte par l'AVS. (Dessin tiré de la brochure « La Ménagère, une Travailleuse », Ed. Collège du travail)

clarées « profondément déçues de voir que les postulats présentés depuis longtemps par les femmes n'ont trouvé aucun écho favorable».

Avec la caution du Conseil fédéral, disent certaines, les forces d'inertie s'avèrent d'une redoutable efficacité.

Mais déçue n'est pas vaincue, et le front commun féminin a déjà fait savoir que «des expertes veilleront à ce que les exigences des femmes soient prises en compte par le projet de loi»!

Sur le front politique

Si toute la classe politique (ou presque) a été unanime à critiquer le message du Conseil fédéral sur la dixième révision de l'AVS, certains partis ont d'ores et déjà réagi et sont passés aux actes: ça bouge à gauche.

Le Parti socialiste suisse (PSS) et l'Union syndicale suisse (USS) ont lancé

une initiative commune « Pour l'extension de l'AVS/AI, vers l'équilibre ».

Pour son propre compte, le Parti suisse du travail (PST/POP) s'est aussi mis à la tâche en lançant une initiative pour « L'égalité des droits dans l'assurance sociale ».

L'initiative PSS/USS tend à renforcer le premier pilier de la prévoyance vieillesse et invalidité (AVS/AI) et à corriger les défauts du deuxième pilier (LPP). Elle exige des rentes indépendantes de l'état civil, le bonus éducatif, une augmentation des rentes AVS, une réduction correspondante de la PP, mais avec libre passage, et enfin l'âge de la retraite à 62 ans pour les femmes et les hommes.

Selon Eva Ecoffey, secrétaire centrale du PSS, « le message du Conseil fédéral n'est pas conforme au mandat constitutionnel, le principe de l'égalité n'étant pas respecté. Pas conforme non plus au nouveau droit matrimonial dont le principe (novateur) est le choix d'une libre répartition des tâches dans le mariage, rendant caduque la notion du « mari, chef de famille » dont s'inspirent toujours les sept sages... On ne peut pas dire que le Conseil fédéral se soit « foulé », si après dix ans de cogitations la révision doit se faire sur le dos des femmes...»

De toute façon, conclut Eva Ecoffey, cette dixième révision porte l'empreinte de la neutralité des coûts, c'est pour cela que les propositions du Conseil fédéral sont si timides!

On peut rappeler que la droite politique a dénoncé, entre autres, le coût de la révision, 296 millions de francs.

L'initiative lancée par le Parti suisse du travail en septembre dernier revendique, elle, une égalité de droits entre hommes et femmes en matière d'assurance sociale. Précisant notamment qu'il ne peut être fait de différence entre les sexes dans le calcul des primes.

Nicole Ruchti

* Ligue suisse des femmes catholiques, Alliance de sociétés féminines suisses, Association suisse pour les droits de la femme, Organisation pour la cause des femmes, Schweizerische Gemeinnütziger Frauenverein, Fédération suisse des femmes protestantes, Fédération suisse des familles monoparentales.